

Publié le : 2011-11-07

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

**24 OCTOBRE 2011. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 février 2011
relatif à la formation des membres des services publics de secours**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, l'article 2, l'article 9, § 1^{er}, remplacé par la loi du 16 juillet 1993 et modifié par la loi du 25 mars 2003 et l'article 12/1, inséré par la loi du 29 décembre 2010;

Vu l'arrêté royal du 21 février 2011 relatif à la formation des membres des services publics de secours;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 avril 2011;

Vu l'avis du Conseil supérieur de formation pour les services publics d'incendie du 3 mai 2010;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 16 août 2011;

Vu l'avis n° 50.252/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 octobre 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 21 février 2011 relatif à la formation des membres des services publics de secours, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit :

« Art. 9/1. Une convention est conclue entre le Service public fédéral Intérieur et chaque centre provincial de formation. La convention comprend au moins les éléments suivants :

1° les missions et les obligations des centres provinciaux de formation. Ces missions et obligations sont principalement les suivantes :

- a) La participation à l'organisation de la sélection des membres des services d'incendie;
- b) L'organisation des formations en vue de l'obtention des brevets pour les membres des services d'incendie;
- c) L'organisation des formations continues et spécialisées pour les membres des services d'incendie, de la Protection civile et d'autres services de secours, et éventuellement pour des tiers;
- d) La mise à disposition du matériel et de l'infrastructure adéquats pour les entraînements et les exercices;
- e) Le développement et la mise à jour des cours et du matériel didactique, conformément aux évolutions techniques dans le secteur, et/ou la participation à des groupes de travail visant le développement de ce matériel;
- f) Répondre aux normes de qualité concernant l'équipement, le matériel et l'infrastructure du centre provincial de formation ainsi qu'aux quotas demandés en matière de capacité en nombre d'élèves à former;

2° les moyens matériels en nature qui peuvent être mis à disposition par le Service public fédéral Intérieur aux centres provinciaux de formation;

3° le montant minimum et maximum du droit d'inscription que les centres provinciaux de formation peuvent exiger, outre les subventions;

4° la durée, les modalités de révision et de résiliation de la convention;

5° les mesures de contrôle du Service public fédéral Intérieur sur l'application de la convention, telles que prévues aux articles 10 et 11;

6° les prestations du centre provincial de formation en matière de formation des membres des unités opérationnelles de la Protection civile. »

Art. 2. Dans l'article 50 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « 1.158 euros » sont remplacés par les mots « 2.116 euros »;

2° au 2°, les mots « 460 euros » sont remplacés par les mots « 920 euros »;

3° le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° pour les formations destinées à l'obtention du brevet de sergent : 810 ou 930 euros, en fonction du coût du module à option; »;

4° au 4°, les mots « 580 euros » sont remplacés par les mots « 1.159 euros »;

5° au 5°, le a) est remplacé par ce qui suit : « a) pour les adjudants et les titulaires du brevet d'adjudant : 1274 euros; »;

6° au 6°, les mots « 840 euros » sont remplacés par les mots « 1.259 euros »;

7° au 7°, les mots « 300 euros » sont remplacés par les mots « 590 euros »;

8° au 8°, les mots « 840 euros » sont remplacés par les mots « 1.260 euros ».

Art. 3. L'article 51 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 51. Pour chacun des modules composant les formations destinées à l'obtention de certificats ou d'attestations, il est accordé, par élève, une subvention calculée comme suit :

1° pour les formations théoriques : le nombre d'heures prévues pour la formation, multiplié par 4 euros;

2° pour les formations pratiques froides : le nombre d'heures prévues pour la formation, multiplié par 21 euros;

3° pour les formations pratiques chaudes : le nombre d'heures prévues pour la formation, multiplié par 43 euros.

La subvention n'est accordée que si la durée du module est d'au moins 4 heures. »

Art. 4. Dans l'article 53/1 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° dans l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 2, les mots « aux alinéas 1^{er} et 2 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 5. L'article 57 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Dans le même arrêté, l'annexe II est remplacée par l'annexe I^{er} du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2011.

Art. 8. Le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 octobre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur

Mme A. TURTELBOOM

ANNEXE I^{re}

Annexe II. - DU MONTANT DES SUBVENTIONS

1. Formation en vue de l'obtention du brevet de sapeur-pompier :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Secours et lutte contre l'incendie :	985 euros
- Protection individuelle :	557 euros
- Premiers soins :	257 euros
- Exercices pratiques intégrés :	317 euros
TOTAL	2.116 euros

2. Formation en vue de l'obtention du brevet de caporal :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Secours et lutte contre l'incendie :	230 euros

- Pompes - Manoeuvre d'engins :	230 euros
Un module de 40 heures à choisir parmi les modules suivants :	
- Manoeuvre de pompes - Conduite de véhicules spécialisation :	460 euros
- Techniques de sauvetage :	460 euros
TOTAL	920 euros

3. Formation en vue de l'obtention du brevet de sergent :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Secours et lutte contre l'incendie :	350 euros
- Organisation et gestion des ressources humaines :	230 euros
Un module de 20 heures à choisir parmi les modules suivants :	
- Prévention de l'incendie :	230 euros
- Substances dangereuses :	350 euros
- Direction des opérations :	350 euros
TOTAL	810 ou 930 euros

4. Formation en vue de l'obtention du brevet d'adjudant :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Combustion et extinction du feu :	349 euros
- Substances dangereuses :	350 euros
- Secours et lutte contre l'incendie :	230 euros
- Gestion des ressources humaines :	230 euros
TOTAL	1.159 euros

5. Formation en vue de l'obtention du brevet d'officier

a) pour les adjudants et les titulaires de brevet d'adjudant :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Organisation des services de secours :	88 euros
- Secours et lutte contre l'incendie :	593 euros
- Gestion des ressources humaines :	148 euros
- Liaisons - moyens de communications :	148 euros
Un module de 40 heures à choisir parmi les modules suivants :	
- Instructeur :	297 euros
- Matériel :	297 euros
TOTAL	1.274 euros

b) pour les sous-lieutenants stagiaires

1. Formation en vue de l'obtention du brevet de sapeur-pompier :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Secours et lutte contre l'incendie :	289 euros
- Protection individuelle :	173 euros
- Premiers soins :	58 euros

TOTAL	520 euros
-------	-----------

2. Formation en vue de l'obtention du brevet de caporal :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Secours et lutte contre l'incendie :	58 euros
- Pompes - Manoeuvre des pompes et d'engins :	172 euros
- Techniques de sauvetage	115 euros
TOTAL	345 euros

3. Formation en vue de l'obtention du brevet de sergent :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Secours et lutte contre l'incendie	87 euros
- Organisation et gestion des ressources humaines :	58 euros
- Substances dangereuses :	58 euros
- Direction des opérations (stages compris) :	115 euros
- Instructeur :	232 euros
TOTAL	550 euros

4. Formation en vue de l'obtention du brevet d'adjudant :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Combustion et extinction du feu :	116 euros
- Substances dangereuses :	116 euros
- Secours et lutte contre l'incendie :	58 euros
- Gestion des ressources humaines :	116 euros
TOTAL	406 euros

5. Formation en vue de l'obtention du brevet d'officier :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Organisation des services de secours :	50 euros
- Secours et lutte contre l'incendie :	395 euros
- Gestion des ressources humaines :	100 euros
- Liaisons - Moyens de communication :	100 euros
TOTAL	645 euros

6. Formation en vue de l'obtention du brevet de technicien en prévention de l'incendie :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Bases légales :	44 euros
- Réglementation :	270 euros
- Résistance au feu des éléments de construction et réaction au feu des matériaux de construction :	225 euros
- Construction des bâtiments :	180 euros
- Moyens de détection - Moyens d'extinction :	90 euros

- Exercices pratiques et formation :	450 euros
TOTAL	1.259 euros

7. Formation en vue de l'obtention du brevet de gestion de situation de crise :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Textes législatifs et règlements :	90 euros
- L'accident majeur : analyse et gestion du risque :	230 euros
- La planification d'urgence :	150 euros
- Télécommunication et procédures en situation d'exception, gestion de l'information en situation d'urgence collective :	120 euros
TOTAL	590 euros

8. Formation en vue de l'obtention du brevet de chef de service :

Modules obligatoires :	Montant des subventions :
- Management - Gestion des ressources humaines :	630 euros
- Relations publiques :	315 euros
- Gestion technique et budgétaire :	315 euros
TOTAL	1.260 euros

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 24 octobre 2011 portant modification de l'arrêté royal du 21 février 2011 relatif à la formation des membres des services publics de secours.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur

Mme A. TURTELBOOM